

Bruxelles, 16 septembre 2019

APPAUVRIR LES PAUVRES D'EUROPE : FAUSSE ECONOMIE

Par Jacques Vandenschrik, Président de la European Food Banks Federation

L'Europe vit des moments difficiles tant dans ses relations avec le reste du monde que dans ses luttes intestines entre États membres, voire entre régions.

Les valeurs fondatrices de l'Europe sont mises à mal par les attaques incessantes de ceux qui veulent son anéantissement pour mieux assurer leur suprématie politique et économique et par le repli sur soi qui, tel un cancer, vient insidieusement perturber l'équilibre et envoie des métastases nauséabondes parmi ses membres mettant en cause notamment 'L'union dans la diversité' : pierre angulaire de l'édifice européen.

Ce faisant, l'acquis tant souhaité par les Pères de l'Europe est mis en péril. La 'Pax Europeana'. La paix entre les peuples, bien évidemment, mais aussi la paix entre les personnes. Les crises identitaires sont promues par des politiques d'exclusion transformant la peur en haine : la haine de l'étranger, du migrant, du différent. C'est le besoin de se sentir chez soi, sans partage, comme si le monde n'avait pas évolué, comme si en Europe, l'interdépendance des États fut un concept trop éloigné pour imposer définitivement une supranationalité bâtie sur la paix, la solidarité et la richesse dans la diversité.

Les problèmes aux confins de ses frontières orientales, le repli sur soi, le chantage, la remise en question de l'État de Droit parmi certains États membres constituent l'essentiel des tensions politiques auxquelles l'Union européenne se doit de faire face. A celles-ci, il faut ajouter le lancinant problème climatique, les défis technologique, cybernétique, économique, migratoire et social. Il est inconcevable d'aborder ces défis seuls. L'Union européenne est incontournable. Fort heureusement, il n'est pas interdit de penser que forts des leçons du passé et avec une conscience accrue de l'importance d'amener l'Europe à une distance atteignable par le citoyen, les parlementaires et les gouvernants la feront évoluer vers plus de dynamisme, de perspicacité, de réactivité, de générosité et d'équité.

Il est évident que le contexte général évoqué à gros traits dans ce propos introductif impacte sérieusement la politique de cohésion et les moyens mis à la disposition des États membres. Les politiques et budgets sociaux n'échappent pas au tour de vis général dont le résultat sera encore plus affligeant lorsqu'interviendra la récession économique qui nous paraît imminente.

A juste titre, et en plein accord avec les dispositions du traité de Maastricht, l'Union européenne applique le principe de subsidiarité dans l'utilisation des budgets du futur Fond social européen Plus (FSE+). Le FSE+ n'est autre que la fusion de plusieurs fonds que les États membres peuvent cofinancer sur base volontaire. Le FEAD (Fond européen d'aide aux plus démunis) fait partie de ces fonds fusionnés dans le FSE+ et l'essentiel de ce fonds est consacré à l'aide alimentaire et matérielle de base.

L'aide alimentaire dédiée aux plus infortunés de notre société – c'est à dire à plus de 30 millions de personnes en situation de privation matérielle sévère – s'est vue ainsi chahutée de budget européen en budget européen entre le PEAD dépendant de la politique agricole commune avant 2014, le FEAD dépendant des politiques sociales depuis 2014 et le FSE+ à partir de 2021. Ces évolutions ont chaque fois créé des angoisses parmi celles et ceux qui se chargent de l'organisation ou bénéficient de l'aide alimentaire. L'engloutissement du FEAD dans le FSE+ leur donne raison !

C'est un manque de perspicacité que d'assimiler l'aide alimentaire aux autres aides sociales. Car l'aide alimentaire est, au fil des années, devenue une prise en charge alimentaire complète ou quasi complète pour de nombreux bénéficiaires. Il s'agit avant tout d'une aide à la santé et à son maintien.

Imagine-t-on un moment de confier le traitement du diabète aux 'Affaires Sociales' ? Comme l'a proclamé récemment le Pape François, *"ce n'est pas de l'assistanat, cela veut être le premier geste concret d'accompagnement vers un parcours de rachat"*.¹ L'aide matérielle de base et l'aide alimentaire en particulier sont de nature à promouvoir et à maintenir un état de santé compatible avec une activité sociale et humaine aussi harmonieuse que possible. Un tiers des bénéficiaires de l'aide alimentaire a moins de 18 ans. L'aide alimentaire complète l'aide sociale parfois, pas toujours !

¹ Pope François, [Discours du Pape François aux membres de la European Food Banks Federation](#), Rome, 18 mai 2019.

Le budget du FEAD, **véritable budget de solidarité entre Européens**, représente un budget plus de 3,8 milliards d'euros pour la période budgétaire 2014-2020. La Commission européenne a proposé que le budget FSE+ soit fixé à un peu plus de 100 milliards d'euros et que les États membres devraient consacrer 2% du budget à l'aide alimentaire et matérielle de base pour la période 2021-2027. Il en résulterait **une division par deux** du budget alloué à l'aide alimentaire et matérielle de base. Bien évidemment la Commission européenne souhaiterait que les États membres consacrent jusqu'à 4% du budget FSE+ à l'aide alimentaire et matérielle de base mais n'en fait pas une obligation. Ceci n'est ni équitable, ni généreux, ni dynamique, ni réactif ! Le loisir laissé aux États d'augmenter ou non le budget alloué à l'aide matérielle de base aurait pour conséquence inévitable **l'appauvrissement des plus pauvres dans les pays les plus pauvres** de l'Union européenne.

Par ce manque d'équité, dans certains pays, la tentation sera encore plus grande de réserver les moyens disponibles aux seuls ressortissants du pays et d'en exclure des personnes en cours de migration.

Ce manque de générosité aurait de lourdes conséquences sur la santé des personnes indigentes. La variété et la qualité des aliments s'en ressentirait inévitablement. Des budgets trop serrés forcent les autorités à réduire les exigences de qualité et amènent à des catastrophes.

Ce manque de réactivité aurait des conséquences graves sur la sécurité des communautés dans lesquelles survivent les personnes les plus indigentes. Certaines d'entre elles seront-elles poussées au larcin pour assurer leur pain quotidien ? Ou préféreront-elles pousser leurs enfants au vol et au chapardage ? Ne seront-elles pas poussées à soutenir jusque dans les urnes des idéologies de l'impossible humanité ?

Ne serait-il pas préférable d'imposer les 4% et d'autoriser une diminution de ce financement sur base d'une réduction réelle et prouvée de la pauvreté ? Une approche dynamique du financement de la précarité constitue un facteur d'accroissement de l'économie ; de nombreuses études le démontrent. Les citoyens participent mieux et plus à l'économie, les soins de santé liés à la carence alimentaire et à la mal bouffe diminuent, l'estime de soi des personnes est améliorée et le civisme en sort grandi.

L'impact de l'aide alimentaire suffisante accompagnée d'un encadrement humain, chaleureux, renforçant la cohésion sociale motive les centaines de milliers de personnes, bénévoles ou non, qui animent les associations caritatives de proximité. Ces citoyens de haute valeur morale mettent toutes leurs espérances dans l'Union européenne et ses États : généreux et volontaires qui soutiennent, dans la ligne du principe de subsidiarité, les initiatives des forces sociales unissant compétence et sensibilité à l'humain en besoin d'aide.

Les Banques Alimentaires d'Europe soutiennent ces associations caritatives avec persistance et détermination. Elles sont nombreuses à s'investir dans la gestion de l'aide alimentaire provenant du FEAD mais toutes luttent contre le gaspillage alimentaire et la faim pour **réaliser la cohésion sociale en Europe dans la solidarité**.

N'ayons pas peur des mots, la faim existe encore sur notre continent, dans nos pays, nos régions, nos villes et villages. La faim est un crime contre l'humanité. Mesdames et Messieurs les décideurs, aidez-nous à le dénoncer, à le combattre, à l'éradiquer !

À propos de la FEBA

La European Food Banks Federation (FEBA) est une association sans but lucratif qui regroupe et collabore avec 24 membres et 5 membres associés dans des pays européens. Depuis 33 ans, la mission de la FEBA est de représenter ses membres au niveau européen et international ; de soutenir et renforcer les Banques Alimentaires en Europe en leur proposant des formations, le partage de bonnes pratiques et de connaissances, et en développant des partenariats ; et de susciter la création de nouvelles Banques Alimentaires. La FEBA rassemble 421 Banques Alimentaires et filiales engagées dans la lutte contre le gaspillage alimentaire et dans l'aide alimentaire aux personnes démunies. En 2018 nos membres ont distribué 781.000 tonnes d'aliments – équivalent à 4,3 millions de repas par jour – à 9,3 millions de personnes démunies via 45.700 associations caritatives et grâce au professionnalisme de 31.700 collaborateurs (dont 85% de bénévoles). En plus de la redistribution du surplus alimentaire de la chaîne alimentaire, les membres de la FEBA redistribuent les aliments du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et du programme de retrait de fruits et légumes du marché, ainsi que les donations individuelles.

Contact FEBA

info@eurofoodbank.org

+ 32 (0)2 538 94 50